

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2341

2 septembre 2015

SOMMAIRE

AASCI Computer Luxembourg S.à.r.l.	112324	Celinvest S.A.	112328
Abalon S.A.	112323	CEP III First Holding S.à r.l.	112329
Acome S.A.	112323	Certram Properties Sàrl	112336
Acome S.A.	112324	CGM Lux 3 S.à r.l.	112356
Acome S.A.	112327	Cinemat lux S.A.	112322
AFP (Germany) I S.à r.l.	112338	Cordiant Capital Funds	112329
Agence Luxembourgeoise Antidopage	112330	Cordiant Capital Funds	112329
Alysse S.A.	112368	Danube SCA SICAR	112328
Anga S.A.	112368	Ellipsis Funds	112325
Anton Capital Entertainment GP, S.à r.l.	112326	Frankfurter Volksbank International SA ...	112332
Apollo Emerging Markets Absolute Return (Lux) S.à r.l.	112326	FVBI S.A.	112332
apo Medical Opportunities	112326	internetstores Holding S.à r.l.	112365
Argon New S.à r.l.	112339	Prime Invest I	112324
Arguello Investors S.à r.l.	112322	Rockhouse Société Immobilière S.A.	112323
Arminius Real Estate S.à r.l.	112322	Rue des Tulipes	112324
Atlantic Real Estate Company S.A.	112322	Selenium (Montijo) Retail Holdvo S.à r.l. ...	112356
Atlantis International 2 S.A.	112325	TCS II Opportunities Lu S.à r.l.	112323
Auto-Teile-Unger Holding S.à r.l.	112328	Terrtrade S.A.	112327
Axalta Coating Systems Finance 1 S.à r.l.	112328	TMT Consulting S.à r.l.	112327
Axalta Coating Systems Finance 2 S.à r.l.	112330	TMT Consulting S.à r.l.	112327
Axalta Coating Systems Finance 3 S.à r.l.	112368	UBS (Lux) Key Selection SICAV	112323
CCP III Acquisition Luxco S.à r.l.	112329	Weghsteen International S.A.	112322
		Wilcox S.à r.l.	112345

Arminius Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 149.724.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116485/9.

(150126017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Arguello Investors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 186.564.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116484/10.

(150126318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Atlantic Real Estate Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 17.707.

Dépôt rectificatif du bilan au 31 décembre 2014 déposé le 8 juillet 2015 sous la réf L150119145

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116490/10.

(150126028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Weghsteen International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8245 Mamer, 3, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 55.439.

Décision prise lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 3 juin 2015 à 11h au siège social

L'assemblée générale a nommé en tant qu'administrateur la société «Willemaers S.A.» rue Paul Devaux, 3 bte 2 à 4000 Liège représentée par Monsieur Michel Willemaers, domicilié 3/0021 rue Paul-Devaux à B-4000 Liège, qui accepte le mandat. Le mandat est d'une durée de six ans.

Référence de publication: 2015116072/11.

(150124571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Cinimalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 124.648.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le 2 octobre 2015 à 16.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015146839/788/14.

UBS (Lux) Key Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 88.580.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015118651/9.

(150127718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Abalon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 119.701.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116502/10.

(150124989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Acome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3515 Dudelange, 42, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 9.423.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116504/10.

(150126341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

TCS II Opportunities Lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.132.

Les comptes annuels de TCS II Opportunities LU S.à r.l. B 163132 au Décembre 31, 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TCS II Opportunities LU S.a r.l.

Référence de publication: 2015116026/11.

(150124522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Rockhouse Société Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 53.377.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

qui se tiendra le 2 octobre 2015 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015146840/788/14.

Acome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3515 Dudelange, 42, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 9.423.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116505/10.

(150126342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

AASCI Computer Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9740 Boevange, Maison 67A.
R.C.S. Luxembourg B 104.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Ces comptes rectifiés remplacent les comptes annuels au 31.12.2013 enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 08/06/2015 sous la référence 150098017

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116501/12.

(150125564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Rue des Tulipes, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg E 4.737.

EXTRAIT

Il résulte d'un transfert de parts en date du 13 novembre 2014 ce qui suit:

- La société Int. Invest Holding Limited, immatriculée à Hong Kong et ayant son siège social à 2201-2, 22/F - ING Tower, 308, Des Vœux Road Central, Hong Kong a cédé la totalité des parts sociales (soit 99 parts) qu'elle détenait dans la société civile immobilière Rue des Tulipes à Monsieur Edgard Rottie, né le 26 juin 1952 à Leuven en Belgique, domicilié à Biekenschei, 21, B-2970 Schilde, Belgique.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Pour Rue des Tulipes

Référence de publication: 2015115906/15.

(150124695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Prime Invest I, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 53.202.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *21 September 2015* at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2014.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2015146841/534/17.

Atlantis International 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 177.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116491/10.

(150126286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Ellipsis Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 160.920.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ELLIPSIS FUNDS (la «Société») qui s'est tenue le 31 août 2015 n'ayant pas pu délibérer faute de quorum requis, les actionnaires sont re-convoqués à une

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra par-devant notaire le 5 octobre 2015 à 14h (heure de Luxembourg), au siège social de la Société, 28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg (l'«Assemblée»).

L'ordre du jour sera le suivant:

Ordre du jour:

I. Modification de l'article 11 des statuts coordonnés du 27 juin 2013 afin d'y intégrer les dispositions relatives à la réglementation FATCA.

Les modifications apportées étant, d'une part, la modification du paragraphe suivant:

«Les actions sont offertes en dehors des Etats-Unis sur la base d'une exemption d'enregistrement sous «Regulations S» du «1933 Act» et au cas où elles seront offertes aux Etats-Unis, elles le seront à un nombre limité d'investisseurs accrédités (comme défini dans «Rule 501(a) of Regulation D under the 1933 Act») en relation avec le placement privé exempté de l'enregistrement du «1933 Act» prévu par la section 4(2) du «1933 Act» et «Regulation D» y afférent.»

afin de lui donner la teneur suivante:

«Les actions sont offertes en dehors des Etats-Unis sur la base d'une exemption d'enregistrement sous «Regulations S» du «1933 Act».»

et, d'autre part, l'ajout du paragraphe suivant:

«De même, ne sont autorisés à figurer au registre des actionnaires que (i) des institutions financières étrangères participantes («PFFIs»), (ii) des institutions financières étrangères réputées conformes («deemed-compliant FFIs»), (iii) des institutions financières étrangères soumises à un accord intergouvernemental et non tenues aux obligations d'informations («non-reporting IGA FFIs»), (iv) des bénéficiaires économiques exemptés («exempt beneficial owners») ou (v) les entités étrangères non financières actives («Active NFFE»), telles que ces notions sont définies selon la loi «US Foreign Account Tax Compliance Act» («FATCA»), les réglementations finales FATCA américaines et/ou tout accord intergouvernemental («IGA») applicable relatif à la mise en œuvre de FATCA.

Ainsi, ne sont pas autorisés à figurer au registre des actionnaires (i) les personnes américaines qu'elles soient spécifiées ou non spécifiées («specified or non specified US persons»), (ii) les institutions financières étrangères non participantes («non-participating FFIs»), ou (iii) les entités étrangères non financières passives («Passive NFFE»), telles que ces notions sont définies selon la loi «US Foreign Account Tax Compliance Act» («FATCA»), les réglementations finales FATCA américaines et/ou tout accord intergouvernemental («IGA») applicable relatif à la mise en œuvre de FATCA.

En conséquence, les investisseurs ne peuvent souscrire et détenir des actions que par l'intermédiaire d'une institution financière qui se conforme ou est réputée se conformer au régime FATCA. La Société peut imposer des mesures et/ou des restrictions à cet effet, qui peuvent inclure le rejet d'ordres de souscription ou le rachat forcé d'actions (conformément aux statuts de la Société), et/ou la retenue FATCA sur les paiements pour le compte de tout actionnaire identifié comme «compte récalcitrant» ou comme «institution financière étrangère non participante» selon FATCA.

Le cas échéant, les investisseurs devront fournir des preuves de leur statut selon FATCA au moyen de toute documentation fiscale pertinente, notamment un formulaire «W-8BEN-E» de l'administration fiscale américaine («US Internal Revenue Service») qui doit être renouvelé régulièrement selon les réglementations applicables.»

II. Divers.

Afin d'être en mesure de délibérer valablement sur l'ordre du jour lors de cette seconde assemblée générale extraordinaire, aucun quorum ne sera requis et les résolutions relatives à l'ordre du jour seront adoptées à une majorité de deux tiers (2/3) des votes exprimés lors de ladite assemblée.

Les procurations déjà reçues pour l'Assemblée prévue le 31 août 2015 resteront valables et pourront être utilisées pour cette nouvelle assemblée, le cas échéant, ayant le même ordre du jour, sauf si expressément révoqués.

CONDITIONS POUR ASSISTER À L'ASSEMBLÉE

Les actionnaires sont autorisés à assister à l'Assemblée sur présentation d'une pièce d'identité. Les actionnaires sont priés d'informer la Société, à son siège social (28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg / Administration de «Ellipsis Funds» - SGBT/SGSS/CML/CTS/ING), de leur intention d'assister en personne à l'Assemblée pour le 29 septembre 2015 au plus tard. Les actionnaires qui ne peuvent assister en personne à l'Assemblée peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix ou par pouvoir. À cet effet, des procurations seront envoyées aux actionnaires, conformément à la loi, et seront également mises à disposition au siège social de la Société.

Les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues au siège de la Société au plus tard le 29 septembre 2015. Les personnes qui assisteront à l'Assemblée en qualité d'actionnaire, seront priées de produire au Bureau de l'Assemblée un certificat de blocage quantifiant le nombre d'actions qu'elles possèdent directement, dans les livres de Société Générale Bank & Trust (centre opérationnel), Agent teneur de registre (28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg), afin d'attester de leur droit de vote.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015143823/63.

Anton Capital Entertainment GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 161.683.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116474/9.

(150125043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

apo Medical Opportunities, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de apo Medical Opportunities modifié au 17 août 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5. août 2015.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2015134860/11.

(150146231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2015.

Apollo Emerging Markets Absolute Return (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.911.

Par résolutions prises en date du 31 janvier 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Joanna Gosselin, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet au 31 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Michael Robert Kidd, avec adresse professionnelle au 44, Avenue J.K. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B, avec effet au 31 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2013.

Référence de publication: 2015116475/15.

(150125345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Acome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3515 Dudelange, 42, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 9.423.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015116506/10.

(150126343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

TMT Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 102.556.

Extrait des décisions des associés en date du 10 juillet 2015

- Révocation de Madame Alexandra FERNANDEZ RAMOS en tant que gérante technique de la société.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

TMT CONSULTING S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015145705/13.

(150158725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2015.

TMT Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 102.556.

EXTRAIT

Suite au contrat de cession signé en date du 18 août 2015, les parts de la société sont maintenant réparties comme suit:

- VARNIA S.A., société de droit luxembourgeoise, ayant son siège au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg, RCS n° B184 293: 40 000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

TMT CONSULTING S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015145706/15.

(150158804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2015.

Terrtrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 34, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 44.702.

Laut Beschlüssen der Generalversammlung und der Verwaltungsratsitzung vom 13. Juli 2015, wurden bis zur Generalversammlung die über die Bilanz per 31.12.2017 bestimmt ernannt:

- Herr Helmut DANKERT, D - 22605 Hamburg, Grottenstrasse, 7, Verwaltungsratsmitglied und Geschäftsführenden-Verwaltungsratsmitglied,

- Frau Latifa EL RHAFFOULI, F - 54810 Longaville, rue des Fontenettes, 5, Verwaltungsratsmitglied

- Herr Jürg BÄNZIGER, CH - 6300 Zug, Im Rötel, 23, Verwaltungsratsmitglied

- FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A., Luxembourg, Aufsichtskommissar

Gleichlautender Auszug

Unterschrift

Référence de publication: 2015116449/16.

(150125235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Axalta Coating Systems Finance 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 173.442.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116495/9.

(150124928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Celinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 152.385.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015116696/10.

(150125145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Danube SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 149.983.

Extrait des résolutions circulaires de l'Actionnaire Gérant Commandité de la Société en date du 15 juin 2015

Il est à noter que

- le siège de la SICAR se trouve désormais au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg;

- de plus, le siège de l'Actionnaire Gérant Commandité, Danube Management S.à.r.l, se trouve désormais au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015116750/16.

(150125297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Auto-Teile-Unger Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.677.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 09 juillet 2015

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes (traduction libre).

- d'accepter la démission des personnes suivantes:

* Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

* Yasemin Bulut, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société avec effet au 26 juin 2015;

- de nommer les personnes suivantes avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Lai May Lee, née le 31 octobre 1976 en Chine, ayant son adresse professionnelle au 375, Park Avenue, NY-10152 New York, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015116493/19.

(150125570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Cordiant Capital Funds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Cordiant Capital Funds coordonné au 3 juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cordiant Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015145846/9.

(150159545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2015.

Cordiant Capital Funds, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de Cordiant Capital Funds au 3 juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cordiant Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015145845/9.

(150159544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2015.

CEP III First Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 179.981.

Il résulte des résolutions prises par l'associé de la Société en date du 30 juin 2015 que:

1. Erica K. Herberg a démissionné de sa fonction de membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015:

2. William Cagney, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 4^{ème} étage, L-1653 Luxembourg, a été nommé en tant que nouveau membre du conseil de gérance de la Société pour une période illimitée, avec effet au 1^{er} juillet 2015:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2015.

CEP III First Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015116697/17.

(150125265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

CCP III Acquisition Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 195.329.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 09 juillet 2015

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société les décisions suivantes (traduction libre):

- d'accepter la démission des personnes suivantes:

* Kevin Fusco, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

* Yasemin Bulut, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société avec effet au 26 juin 2015;

- de nommer les personnes suivantes avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Lai May Lee, née le 31 octobre 1976 en Chine, ayant son adresse professionnelle au 375, Park Avenue, NY-10152 New York, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015116692/19.

(150125575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Axalta Coating Systems Finance 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 174.719.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116496/9.

(150124927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

ALAD, Agence Luxembourgeoise Antidopage, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 66, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg G 35.

Budget pour l'année 2015

et

Comptes annuels clos au 31 décembre 2014

Budget pour l'année 2015

Dépenses:

Frais de personnel	140.000,00
Frais d'administration et de bureau	3.000,00
Frais de contrôles antidopage	3.000,00
Iso certification	2.200,00
Formation - éducation	12.200,00
Informatique: site internet, matériel	6.500,00
Relations, cotisations internationales	2.700,00
Assurance R.C.	2.400,00
Total:	<u>172.000,00</u>

Recettes:

Dotation de l'Etat	156.500,00
Contribution COSL	12.500,00
Contrôles remboursés	3.000,00
Total:	<u>172.000,00</u>

Bilan abrégé

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014 (en EUR)

ACTIF

	Référence(s)	Exercice courant	Exercice précédent
D. Actif circulant		114.398,24	136.488,69
II. Créances		0,00	12.800,50
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		0,00	12.800,50
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		114.398,24	123.688,19
E. Comptes de régularisation		2.133,30	2.133,30
TOTAL DU BILAN (ACTIF)		<u>116.531,54</u>	<u>138.621,99</u>
PASSIF			
A. Capitaux propres		114.859,75	136.638,44
I. Capital souscrit		96.638,44	112.684,36
IV. Réserves		40.000,00	40.000,00
VI. Résultat de l'exercice		-21.776,69	-16.245,92
D. Dettes non subordonnées		1.871,79	1.983,55
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		1.871,79	1.983,55
TOTAL DU BILAN (PASSIF)		<u>116.531,54</u>	<u>138.621,99</u>

Comptes de profits et pertes abrégé
Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014 (en EUR)

A. CHARGES

	Référence(s)	Exercice courant	Exercice précédent
3. Frais de personnel		55.631,22	46.544,37
a) Salaires et traitements		48.403,10	40.318,86
b) Charges sociales couvrant les salaires et traitements		7.228,12	6.225,51
5. Autres charges d'exploitation		16.856,12	2.181,50
13 Profit de l'exercice		0,00	0,00
TOTAL CHARGES		<u>72.487,34</u>	<u>48.725,87</u>

B. PRODUITS

1. à 3. et 5. Produits bruts (moins A.1 et A.2)		50.616,28	32.289,96
6. Autres intérêts et autres produits financiers		92,37	189,99
b) autres intérêts et produits financiers		92,37	189,99
13 Perte de l'exercice		21.778,69	16.245,92
TOTAL PRODUITS		<u>72.487,34</u>	<u>48.725,87</u>

Les notes figurant en annexes font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2014
(Montants en Euros)

1. Généralités. L'Agence luxembourgeoise antidopage a été constituée le 11 juillet 1990 sous la dénomination Comité national de lutte contre le dopage dans le sport et sous la forme d'un établissement d'utilité publique. Par acte notarié du 11 août 2004, la dénomination a été changée en Agence Luxembourgeoise Antidopage, abrégé «ALAD» et le terme établissement public est remplacé par celui de fondation.

Le siège est établi à L-2620 Luxembourg, 66, rue de Trèves.

Suivant l'article 4 de ses statuts, l'ALAD a pour objet d'une façon générale, la lutte contre le dopage dans le domaine du sport, et plus particulièrement:

1) La Fondation contribue à protéger le droit fondamental des sportifs de participer à des activités sportives exemptes de dopage afin de préserver la santé des sportifs et de leur garantir l'équité et l'égalité dans le sport.

2) Elle veille, au niveau national, à l'harmonisation, à la coordination et à l'efficacité des mesures en matière de détection, de dissuasion et de prévention du dopage.

3) Elle assure la mise en oeuvre de programmes d'information et d'éducation concernant la problématique du dopage dans le sport et constitue un centre de consultation et de renseignement à l'intention des sportifs ainsi que des fédérations et associations sportives.

4) Elle favorise la coopération internationale et contribue aux recherches dans le domaine de la lutte contre le dopage.

5) Elle a vocation:

à définir les principes et règles antidopage, à mettre en place les mesures et modalités des contrôles et à en faire assurer l'exécution lors des compétitions et en dehors des compétitions sportives;

à édicter à ces effets un code antidopage, dont les dispositions, conformes à celles du Code mondial antidopage de l'Agence Mondiale Antidopage, sont à observer par les sportifs licenciés, le personnel d'encadrement des sportifs et les fédérations et associations sportives nationales;

à faire établir les organes juridictionnels qui auront compétence pour instruire, à charge et à décharge, les délits de dopage, tant en première qu'en deuxième instance:

à mandater les laboratoires indépendants et agréés auxquels les analyses sont confiées, et à assurer la formation initiale et continue des agents de contrôle;

6) Elle supervisera la mise en place d'une commission d'experts médicaux et scientifiques qui sont chargés d'examiner les demandes des sportifs et de décider des autorisations à leur accorder éventuellement pour utiliser à des fins thérapeutiques une substance ou une méthode normalement interdite.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

2. Principes, règles et méthodes comptables. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis sur base des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, notamment la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, complétées des dispositions applicables aux opérations spécifiques de la Fondation.

Conversion des devises

La société tient sa comptabilité en euros, le bilan et les comptes de profits et pertes sont exprimés dans cette devise. Les opérations libellées en devises autres que l'euro sont enregistrées au cours de change en vigueur à la date de leur exécution.

Méthodes comptables

Les postes de l'actif immobilisé et l'actif circulant ont été valorisés au prix d'acquisition ou au coût de revient. Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances et les dettes

Les créances et les dettes sont indiquées à leur valeur nominale.

Subventions

Les subventions sont enregistrées comme produits en compte de profits et pertes quand elles sont reçues ou à recevoir.

3. Capitaux propres.

a) Capital souscrit:

Patrimoine au 1 ^{er} janvier 2014:	96.638,44
Résultat de l'exercice:	(21.778,69)
Patrimoine au 1 ^{er} janvier 2015:	74.859,75

b) Autres réserves:

L'autre réserve est une réserve spécifique pour couvrir les risques juridiques inopinés.

4. Recettes d'exploitation. Les autres produits d'exploitation se composent de la manière suivante:

Dotations de l'état	151.150,00
Contributions COSL	12.500,00
Refacturations de frais	2.869,31
Subventions destinées à aider l'emploi	8.045,83
Total des produits	174.565,14

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015116521/123.

(150127316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

FVBI S.A., Société Anonyme,
(anc. Frankfurter Volksbank International SA).

Siège social: L-1840 Luxembourg, 36, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 88.081.

Im Jahr zweitausendundfünfzehn, den 29. Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Joëlle BADEN, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), handelnd in Vertretung von Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz in Niederanven (Großherzogtum Luxemburg), wobei Letzterer Verwahrer der Urkunde bleibt,

traten zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammen die Aktionäre der Aktiengesellschaft Frankfurter Volksbank International S.A., mit Sitz in L-1840 Luxembourg, 36, boulevard Joseph II, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 88.081 (die „Gesellschaft“), gegründet durch Urkunde von Notar Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, am 03. Juli 2002, veröffentlicht im Amtsblatt Mémorial C, Recueil des sociétés et associations (das „Mémorial“), Nummer 1339 vom 16. September 2002.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt geändert auf Grund notarieller Urkunde von der Notarin Anja HOLTZ, damals mit Amtssitz in Wiltz, vom 4. Juli 2011, veröffentlicht im Mémorial, Nummer 2081 vom 7. September 2011.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Peter Völker, Vorstand, wohnhaft in Ortenberger Straße 13, D-60385 Frankfurt am Main.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herrn Ulrich Hilbert, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in D-61137 Schöneck, 21, Kranzbergiring.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Günter Stebinger, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in D-54296 Trier, 46, Nikolaus-Mommer-Straße.

Da somit das Versammlungsbüro zusammengesetzt ist, ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden dass:

I.- Die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

1.- Abänderung des Gesellschaftszwecks nachdem die Gesellschaft ihre Geschäftstätigkeit als Bank gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, zum 30. Juni 2015 aufgeben wird, so dass Artikel 3 der Satzung mit Wirkung zum 1. Juli 2015 folgenden Wortlaut bekommt:

Der Zweck der Gesellschaft besteht in der Abwicklung von Folgefragen, welche sich auf die Bankaktivität der Gesellschaft beziehen, die am 30. Juni 2015 aufgegeben wurde. Hierzu gehört insbesondere die Beantwortung von Anfragen ehemaliger Kunden der Gesellschaft sowie die Verwaltung, Verwahrung und Archivierung der bis zur Aufgabe des Bankgeschäfts entstandenen Bankunterlagen.

2.- Sobald die Gesellschaft nicht mehr als Bank tätig ist, d.h. mit Wirkung zum 1. Juli 2015, Abänderung des Namens der Gesellschaft von „Frankfurter Volksbank International S.A.“ in „FVBI S.A.“.

3.- Mit Wirkung zum 1. Juli 2015, Reduzierung des Gesellschaftskapitals um neunzehn Million neunhundertfünfzigtausend Euro (EUR 19.950.000,-), zwanzig Millionen Euro (EUR 20.000.000,-) auf fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-), durch Rückzahlung an die Aktionäre der Gesellschaft, sodass die Frankfurter Volksbank eG alleinige Aktionärin der Gesellschaft wird und gleichzeitige Annullierung von neunzehntausendneunhundertfünfzig (19.950) Aktien, zudem Ausschüttung des dem ausscheidenden Gesellschafters zustehenden Anteils an den Rücklagen von eintausendeinhundertsiebzig Euro (1.170 EUR).

4.- Beschluss über die Abberufung der folgenden Verwaltungsratsmitglieder mit Wirkung zum 30. Juni 2015:

Herrn Peter Völker (Verwaltungsratsvorsitzender);

Herrn Helmut Ochs;

Herrn Harald Stroh;

Herrn Karl-Heinz Dietzel; und

Herrn Dietmar Eifler.

5.- Beschluss über die Bestellung von Herrn Ulf Weidemeyer als Verwaltungsratsmitglied mit Wirkung zum 1. Juli 2015 für eine Dauer von sechs (6) Jahren.

6.- Beschluss über die Abberufung von Herrn Dietmar Eifler als Geschäftsführer mit Wirkung zum 30. Juni 2015 so dass das Verwaltungsratsmitglied Herrn Günter Stebinger mit der täglichen Geschäftsführung mit Wirkung zum 1. Juli 2015 alleine betraut ist.

7.- Ernennung von PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in L-2182 Luxemburg, 2, rue Gerhard Mercator, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 65.477 als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur jährlichen Generalversammlung welche im Jahr 2016 stattfinden wird.

8.- Abänderung der Satzung um die obigen Änderungen widerzuspiegeln und dementsprechende Neufassung der Satzung, welche ab dem 1. Juli 2015 wirksam sein wird.

II.- Die Aktionäre sowie deren etwaige bevollmächtigte Vertreter und die Anzahl der Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste eingetragen; diese Anwesenheitsliste, nachdem sie durch die Aktionäre beziehungsweise deren Bevollmächtigte unterschrieben wurde, wird durch das Versammlungsbüro geprüft und unterschrieben.

Die eventuellen Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber werden, nach gehöriger „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Parteien und den instrumentierenden Notar, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigelegt.

III.- Da ausweislich der Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital anwesend ist, verzichten die Aktionäre beziehungsweise deren Bevollmächtigte einstimmig auf die Einhaltung der Einberufungsformalitäten und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung im Voraus umfänglich unterrichtet wurden.

IV.- In gegenwärtiger Versammlung ist das gesamte Aktienkapital vertreten, sodass die Versammlung regelmäßig begründet und befugt ist, über die vorstehende Tagesordnung zu beschließen.

Sodann hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt, in Bezug auf die Aufgabe der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft als Bank gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, zum 30. Juni 2015, den Zweck der Gesellschaft zu ändern, so dass Artikel 3 der Satzung ab dem 1. Juli 2015 folgenden Wortlaut hat:

„Der Zweck der Gesellschaft besteht in der Abwicklung von Folgefragen, welche sich auf die Bankaktivität der Gesellschaft beziehen, die am 30. Juni 2015 aufgegeben wurde. Hierzu gehören insbesondere die Beantwortung von Anfragen ehemaliger Kunden der Gesellschaft sowie die Verwaltung, Verwahrung und Archivierung der bis zur Aufgabe des Bankgeschäfts entstandenen Bankunterlagen.“

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, ab dem Zeitpunkt an dem die Gesellschaft nicht mehr als Bank tätig ist, d.h. mit Wirkung vom 1. Juli 2015, den Namen von „Frankfurter Volksbank International S.A.“ in „FVBI S.A.“ umzuändern und dementsprechend die Abänderung von Artikel 1 der Satzung wie im neunten Beschluss beschrieben.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt, das Gesellschaftskapital mit Wirkung vom 1. Juli 2015 um neunzehn Million neunhundertfünfzigtausend Euro (EUR 19.950.000,-) zu reduzieren, um es von derzeit zwanzig Millionen Euro (EUR 20.000.000,-) auf fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-) herabzusetzen, durch die Rückzahlung von (i) einer (1) Aktie mit einem Nennwert

von eintausend Euro (EUR 1.000,-) an den Gesellschafter Frankfurter Volksbank Grundstückverwaltungsgesellschaft mbH & Co. KG und (ii) neunzehntausendneuhundertneundvierzig (19.949) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (EUR 1.000,-) an den Gesellschafter Frankfurter Volksbank eG, sodass Letztgenannter alleiniger Gesellschafter wird.

Die Versammlung beschließt folglich die Annullierung von neunzehntausendneuhundertfünfzig (19.950) Aktien.

Zudem beschließt die Versammlung an den ausscheidenden Gesellschafter seinen ihm zustehenden Anteil an den Rücklagen von eintausedeinhundertsiebzig Euro (1.170 EUR) auszuschütten.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Abberufung der folgenden Verwaltungsratsmitglieder mit Wirkung zum 30. Juni 2015:

Herrn Peter Völker (Verwaltungsratsvorsitzender);

Herrn Helmut Ochs;

Herrn Harald Stroh;

Herrn Karl-Heinz Dietzel; und

Herrn Dietmar Eifler.

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt Herrn Ulf Weidemeyer, Bankdirektor, geboren in Tübingen (Deutschland) am 29. Juni 1965, wohnhaft in D-63457 Hanau, Kirschbaumallee 33, als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Juli 2015 für eine Dauer von sechs (6) Jahren zu bestellen.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt Herrn Dietmar Eifler als Geschäftsführer mit Wirkung zum 30. Juni 2015 abzuberufen so dass das Verwaltungsratsmitglied Herrn Günter Stebinger alleine mit der täglichen Geschäftsführung mit Wirkung zum 1. Juli 2015 betraut ist.

Siebter Beschluss

Die Versammlung beschließt, PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in L-2182 Luxemburg, 2, rue Gerhard Mercator, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 65.477 als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Juli 2015 bis zur jährlichen Generalversammlung welche im Jahr 2016 stattfinden wird zu bestellen.

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Satzung abzuändern um die obigen Beschlüsse widerzuspiegeln und dementsprechend, mit Wirkung zum 1. Juli 2015, die Satzung neuzufassen damit sie folgenden Wortlaut bekommt:

Name, Sitz, Zweck und Dauer

Art. 1. Es besteht eine luxemburgische Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft die den Namen „FVBI S.A.“ führt. Die Gesellschaft kann einen einzigen oder mehrere Gesellschafter haben.

Der Tod, die Aufhebung der Zivilrechte, der Konkurs, die Liquidation oder der Bankrott des einzigen Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden. Die Verlegung des Gesellschaftssitzes außerhalb der Stadt Luxemburg kann nur durch Gesellschafterbeschluss und zu den Bedingungen wie für eine Satzungsänderung erfolgen.

Art. 3. Der Zweck der Gesellschaft besteht in der Abwicklung von Folgefragen, welche sich auf die Bankaktivität der Gesellschaft beziehen, die am 30. Juni 2015 aufgegeben wurde. Hierzu gehört insbesondere die Beantwortung von Anfragen ehemaliger Kunden der Gesellschaft sowie die Verwaltung, Verwahrung und Archivierung der bis zur Aufgabe des Bankgeschäfts entstandenen Bankunterlagen.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,-), eingeteilt in fünfzig (50) voll eingezahlte Aktien von je tausend Euro (EUR 1.000,-).

Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Gesellschaftskapital erhöht oder reduziert werden.

Art. 6. Die Aktien lauten auf den Namen. Sie können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt.

Die Eintragungen umfassen die genaue Bezeichnung des Aktionärs mit der Zahl seiner Aktien, die geleisteten Zahlungen und die Übertragungen mit ihren Daten.

Art. 7. Das Eigentum an einer Namensaktie wird durch die Eintragung in das Aktienregister festgestellt.

Verwaltungsrat

Art. 8. Die Gesellschaft hat einen Verwaltungsrat von mindestens drei (3) Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung auf eine Höchstdauer von sechs (6) Jahren ernannt und können jederzeit ohne Angabe von Gründen von der Gesellschafterversammlung abberufen werden. Die Amtszeit beginnt mit dem Ende der Gesellschafterversammlung, durch die die Verwaltungsratsmitglieder gewählt werden und endet am Schluss der ordentlichen Gesellschafterversammlung für das letzte Geschäftsjahr, für das sie gewählt sind, außer sie werden zu einem früheren Zeitpunkt abberufen. Sie werden durch die Gesellschafterversammlung entlastet. Die Verwaltungsratsmitglieder können wieder gewählt werden. Ihre Bezüge werden jeweils nachträglich von der Gesellschafterversammlung festgesetzt. Wird die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates während der vorgesehenen Amtsdauer durch Tod, Pension oder jeden anderen Grund frei, so können die verbleibenden Mitglieder durch einfache Stimmenmehrheit das frei gewordene Amt bis zur nächsten Gesellschafterversammlung besetzen, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen. Die nächste Gesellschafterversammlung hat das neue Mitglied des Verwaltungsrates endgültig zu ernennen oder ein anderes zu bestellen.

Art. 9. Dem Verwaltungsrat obliegt die Verwaltung und die Geschäftsführung der Gesellschaft. Hierzu hat er die weitestgehenden Befugnisse alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen durchzuführen, die im Interesse der Gesellschaft sind. Alle Handlungen, die nicht ausdrücklich durch gegenwärtige Satzung und das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das «Gesetz von 1915») der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen der Kompetenz des Verwaltungsrates zu. Der Verwaltungsrat stellt den Jahresabschluss auf.

Art. 10. Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden sowie einen stellvertretenden Vorsitzenden, der den Vorsitzenden bei dessen Abwesenheit vertritt. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder im Falle seiner Verhinderung durch seinen Stellvertreter einberufen. In die Einladung ist die Tagesordnung aufzunehmen.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei Vollmacht zwischen Mitgliedern möglich ist. Dabei kann ein Verwaltungsratsmitglied nur einen Kollegen vertreten. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Vollmacht schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax geben. In Dringlichkeitsfällen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. In Dringlichkeitsfällen kann auch über nicht in der Tagesordnung angekündigte Gegenstände gültig verhandelt und beschlossen werden, wenn kein Verwaltungsratsmitglied diesem Verfahren widerspricht. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden durch einfache Stimmenmehrheit gefasst. Im Falle von Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden der Versammlung entscheidend.

Handeln die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig auf dem Wege eines Zirkularbeschlusses, so können sie ihre Zustimmung auf einem oder mehreren individuellen Dokumenten schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax oder über jedes andere elektronische Kommunikationsmittel, das die Zustimmung belegt, abgeben.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse sind Protokolle zu führen, die vom Vorsitzenden bzw. seinem Stellvertreter und den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern zu unterzeichnen sind.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann einzelnen Mitgliedern seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung an Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

Der Verwaltungsrat kann außerdem jedwelcher Person, die nicht Mitglied des Verwaltungsrates oder Aktionär sein muss, jedwelche Spezialvollmacht erteilen sowie Vertreter und Angestellte ernennen und abberufen und ihren Lohn festsetzen.

Art. 12. Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach außen. Die Gesellschaft wird durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates gemeinsam vertreten.

Gesellschafterversammlung

Art. 13. Für den Fall, dass es nur einen Gesellschafter (einziger Gesellschafter) gibt, übt dieser im Laufe der ordnungsgemäß abgehaltenen Gesellschafterversammlungen sämtliche Befugnisse aus, welche laut dem Gesetz von 1915 der Gesellschafterversammlung obliegen.

Die Gesellschafterversammlungen werden gemäß den gesetzlichen Bestimmungen einberufen. Die förmliche Einberufung ist nicht nötig, wenn alle Gesellschafter bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, vorab von der Tagesordnung Kenntnis genommen zu haben.

Die Gesellschafterversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen werden.

Die Gesellschafterversammlung wird durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder im Falle seiner Abwesenheit durch seinen Stellvertreter geleitet. Der Versammlungsleiter benennt einen Schriftführer.

Art. 14. Jede ordentliche oder außerordentliche Gesellschafterversammlung kann nur gültig über die Tagesordnung befinden, wenn die Gesellschafter in den gesetzlich vorgesehenen Verhältnissen anwesend oder vertreten sind. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Mitglieder des Verwaltungsrats sind bei Beschlüssen über die Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder nicht stimmberechtigt. Sie dürfen sich auch nicht durch Dritte vertreten lassen.

Art. 15. Die Gesellschafterversammlung befindet über alle Angelegenheiten der Gesellschaft, die durch Gesetz oder Satzung in ihre Zuständigkeiten fallen. Die Gesellschafterversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse, um alle Handlungen im Interesse der Gesellschaft zu tätigen oder zu ratifizieren.

Die Gesellschafterversammlung genehmigt die jährliche Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung und bestimmt über die Verwendung und die Zuteilung der Gewinne.

Art. 16. Am vierten Freitag im Monat März eines jeden Jahres um 11.00 Uhr findet die ordentliche Gesellschafterversammlung am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort statt. Ist dieser Tag ein Feiertag in Luxemburg oder in Deutschland, so wird die Gesellschafterversammlung am nächstfolgenden Freitag abgehalten.

Rechnungslegung

Art. 17. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Die Prüfung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer, die von der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen werden. Die Wiederwahl für folgende Jahre ist zulässig.

Auflösung und Liquidation

Art. 18. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst oder liquidiert werden. Bei Auflösung erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Ihre Ernennung erfolgt durch die Gesellschafterversammlung, welche ihre Befugnisse und Bezüge festlegt.

Allgemeine Bedingungen

Art. 19. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des Notars Paul BETTINGEN Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Peter Völker, Ulrich Hilbert, Günter Stebinger, Joëlle Baden.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 01 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 20406. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 8. Juli 2015.

Référence de publication: 2015120173/226.

(150129511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Certram Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 117.330.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fifth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. TAG Beteiligungs- und Immobilienverwaltungs GmbH, a company existing under the german laws, with registered office at 5, Steckelhorn, D-20457 Hamburg, and registered at Handelsregister Amtsgericht Hamburg under the number HRB 127932;

2. EWF Beteiligungsgesellschaft mbH, company existing under the german laws, with registered office at 12, Graustrasse, D-21029 Hamburg, and registered at Handelsregister Amtsgericht Hamburg under the number HRB 132785;

Both hereby represented by Mrs Alexandra FUENTES, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Hamburg (Germany) on June 22nd, 2015.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registered authorities.

The appearing parties declare being the shareholders of CERTRAM PROPERTIES SARL (the “Company”), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 117.330, and incorporated pursuant to a deed of Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg, on June 12th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1623 dated August 26th, 2006. The Articles have been amended by a deed of Maître Paul FRIEDERS, notary then residing in Luxembourg, on December 19th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 431 dated March 22nd, 2007.

The appearing party, represented as above mentioned, therefore declares that the present meeting is validly constituted and, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1) Amendment of the date of closure of the accounting year in order to bring it from December 31st to June 30th of each year, and subsequent amendment of articles 14 and 15 of the Articles of Incorporation.

2) Resolve that the current accounting year of the Company started on January 1st, 2015 and shall end on June 30th, 2015.

3) Miscellaneous.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the date of closure of the accounting year in order to bring it from December 31st to June 30th of each year.

The current financial year which started on January 1st, 2015 shall end on June 30th, 2015.

Second resolution

As a consequence articles 14 and 15 of the Articles of Incorporation are changed and shall have henceforth the following wording:

“ **Art. 14.** The company's financial year shall commence on the first day of July and end on the thirtieth day of June of each year.”

“ **Art. 15.** Each year, on the thirtieth of June, the accounts shall be closed and the management shall draw up an inventory indicating the value of the company's assets and liabilities.”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand two hundred euro (EUR 1.200).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the mandatory of the appearing person, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory signed together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

3. TAG Beteiligungs- und Immobilienverwaltungs GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand, ayant son siège social au 5, Steckelhorn, D-20457 Hamburg, et inscrite au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 127932;

4. EWF Beteiligungsgesellschaft mbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand, ayant son siège social au 12, Graustrasse, D-21029 Hamburg, et inscrite au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 132785;

Toutes deux ici représentées par Mme Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé à Hamburg (Allemagne) le 22 juin 2015.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les comparantes sont les associés de «CERTRAM PROPERTIES SARL», une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg,

et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.330, constituée suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, le 12 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1623 du 26 août 2006. Les Statuts de la société ont été modifiés par acte de Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 431 du 22 mars 2007.

Les comparantes, représentées comme mentionné ci-dessus, déclarent donc que la réunion est bien constituée et, ayant reconnu pour être entièrement informées des résolutions à être prises conformément à l'ordre du jour suivant:

Agenda

1) Modification de la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30 juin au lieu du 31 décembre de chaque année, et modification subséquente des articles 14 et 15 des statuts de la Société.

2) Décision que l'année social en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2015 se terminera le 30 juin 2015.

3) Divers.

Les parties comparantes ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de modifier la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30 juin au lieu du 31 décembre de chaque année.

L'année sociale en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2015 se terminera le 30 juin 2015.

Deuxième résolution

En conséquence, les articles 14 et 15 des statuts de la Société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 14.** L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin de chaque année.»

« **Art. 15.** Chaque année, au trente juin, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Lecture du présent acte faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 juillet 2015. Relation: 2LAC/2015/14936. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116705/109.

(150125432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

AFP (Germany) I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.960.

—
RECTIFICATIF

Veuillez noter que le pays de résidence de Monsieur Michael VERHULST, gérant, est le Luxembourg.

Pour AFP (Germany) I S.à r.l.

Le mandataire

Référence de publication: 2015116519/11.

(150125854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Argon New S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 152.925.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of June,
before the undersigned Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorfles-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Argon Equity S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of fifteen thousand eight hundred and eighty euros (EUR 15,880.-), having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.924,

here represented by Me Mélody Brunot, lawyer, with professional address in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal given on June 9, 2015.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Shareholder") of Argon New S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having a share capital of twelve thousand four hundred euros (12,400.-), with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.925 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), dated 28 April 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1080 dated 22 May 2010 (page 51804) and whose articles of association (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg), dated 6 November 2012, published in the Mémorial number 2979 dated 7 December 2012 (page 142953).

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

- 1 To amend article 9, article 12, article 13, and article 22 of the articles of incorporation of the Company.
- 2 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to amend article 9 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 9. Managers.** The Company shall be managed by three (3) managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)") who shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed upon nomination in accordance with any Shareholders' Agreement. The shareholder (s) will determine the duration of the Managers' mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s) taken in accordance with any Shareholders' Agreement.

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company."

Second resolution

The Shareholder resolves to amend article 12 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 12. Meetings of the Board of Managers and Conflicts of Interest.** The Board of Managers may appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

Observers may be appointed to the meetings of the Board of Managers in accordance with any Shareholders' Agreement.

The Board of Managers will meet upon call by any Manager.

Meetings of the Board of Managers shall be held at least twice annually unless otherwise agreed in accordance with any Shareholders' Agreement.

Except with the prior consent of all members of the Board of Managers entitled to attend and except as otherwise stated in this Article 12, at least ten (10) business days (meaning, in these Articles of Incorporation, a day other than a Saturday, Sunday or public holiday in Luxembourg or England and Wales) written notice (which can be by electronic mail, including by email or facsimile) of meetings of the Board of Managers shall be given, provided that shorter notice may be given (in which case written notice of the relevant meeting shall be given by means of electronic mail, including e-mail or facsimile, or any other means of communication, provided such other means of communication has been approved by the Manager

(s) concerned) if in the opinion of a majority of the members of the Board of Managers, the interests of the Company and, as the case may be, its subsidiary undertakings would be reasonably likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such meeting was not dealt with as a matter of urgency, in which case the meeting shall be convened on such notice which such majority of the members of the Board of Managers, after due consideration of all circumstances, considers reasonable, provided that the notice has been given prior to the time set for the meeting. Any notice of a meeting of the Board of Managers shall specify the time and the place of the meeting (and, in the case of any meeting called on less than ten (10) business days notice, details as to the urgency of the matter) and a full written agenda specifying all resolutions proposed and business to be transacted at such meeting together with all papers to be circulated or presented at that meeting will be communicated to the Managers within the timeframe and by the means of communication further specified in any Shareholders' Agreement. Except if otherwise provided for in any Shareholders' Agreement, no resolution shall be proposed or business transacted at the meeting unless it has been specified in such written agenda. The notice and written agenda may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. A notice and written agenda of a meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers and a notice and written agenda of a meeting of a committee of the Board of Managers shall be given to all Managers in that committee.

Meetings of the Board of Managers or of any committee of the Board of Managers may be called by any Manager on two (2) business days (meaning, in these Articles of Incorporation, a day other than a Saturday, Sunday or public holiday in Luxembourg or England and Wales) notice if such Manager believes a meeting is reasonably required on short notice in connection with (i) the sale and purchase agreement dated 25 April 2012 relating to the sale and purchase of all of (a) the issued share capital of APH4, HQCo and Actavis, Inc., and (b) the Intra Group Debt (each time as defined therein), or (ii) the liquidation or winding-up of the Company. With the consent of all Managers meetings of the Board of Managers or of any committee of the Board of Managers may also be called on such shorter notice, as agreed between all Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by electronic form (including e-mail or facsimile) another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A proxy of a Manager shall be entitled to attend and vote at, and waive all convening formalities in respect of, the meeting in respect of which his appointment relates at which the Manager appointing him is not personally present, and generally in the absence of his appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do at such meeting. A Manager who has been so appointed as proxy for another Manager shall be entitled at the meeting in respect of which his appointment relates, in the absence of his appointor:

- (a) to a separate vote on behalf of his appointor in addition to his own vote; and
- (b) to be counted as part of the quorum of the Board of Managers on his own account and in respect of the Manager for whom he is a proxy.

A Manager shall be deemed to be present at a meeting if his proxy is present at such meeting.

A quorum of the meeting of the Board of Managers shall be the presence or representation of a majority of the Managers holding office (except in relation to a matter where one or more Managers have a Personal Conflicting Interest, in which case a majority of the Managers who do not have a Personal Conflicting Interest as described below in such matter must be present or represented). If such requirements are not met at a meeting, the meeting shall be adjourned to a day not earlier than five (5) business days from the date of such meeting and provided that five (5) business days notice of the adjourned meeting has been given to all Managers, a quorum at such meeting shall consist of a majority of Managers appointed (except in relation to a matter where one or more Managers have a Personal Conflicting Interest, in which case a majority of the Managers who do not have a Personal Conflicting Interest as described below in such matter must be present or represented).

If any of the Managers of the Company has an interest in a matter to be discussed or resolution proposed at a meeting of the Board of Managers, he shall inform the other Managers of that interest. For the purposes of this Article 12, an "interest" of a Manager shall include an interest of such Manager by virtue of such Manager:

- (a) holding office as a Manager or director of another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person, as such terms are defined in any Shareholders' Agreement which definition will apply in relation to the Articles);
- (b) holding any other office or employment with another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person); or
- (c) being interested directly or indirectly in any Securities (or any rights to acquire Securities, as such term is defined in any Shareholders' Agreement) in another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person).

In respect of a matter or resolution in which a Manager has an interest, which is a personal interest opposed to the interest of the Company (a "Personal Conflicting Interest"), such Manager may not participate in relation to the relevant matter or resolution or vote on such matter or resolution or count towards the quorum for a meeting of the Board of Managers while that matter or resolution is discussed. In all other circumstances without prejudice to the obligation of a Manager to disclose any interest, a Manager may participate in debate in relation to and/or vote at any meeting of the Board of Managers on any matter or resolution concerning a matter in relation to which he has, directly or indirectly, an interest and if he votes his vote shall be counted.

For the avoidance of doubt, any interest of a Manager arising solely by virtue of his having been nominated for appointment as a Manager by or holding any office or employment or any other contractual relationship with another person involved in the matter (or such person's Affiliate or connected person) irrespective of whether that other person's interest conflicts with that of the Group, as such term is defined in any Shareholders' Agreement, shall not be deemed to be a Personal Conflicting Interest.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm or entity shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm or entity. Any person related as described above to any company or firm or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from participating in debates, considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business and shall not be deemed by reason of such affiliation to have a Personal Conflicting Interest.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting which is quorate and who are entitled to vote, provided that, if and to the extent the Company has contractually agreed to submit such matter under any Shareholders' Agreement to the consent of a third party or a shareholder prior to proceeding with or agreeing to such matter, no such matter, which has thus been approved or resolved by the Managers, shall be actually proceeded with or agreed to by the Company until such required consent has been given in an appropriate form and any such approval or resolution by the Managers must be expressly subject to obtaining the required consent in an appropriate form. The Managers present may appoint any one of their number to act as chairman of the meeting for the purpose of such meeting but such chairman shall not have a casting vote.

One or more Managers may, provided that this is in accordance with any Shareholders' Agreement, participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. If requested by any Manager in advance of any meeting, the Company shall provide to the Managers a telephone number (or details of other means of communication mutually acceptable to the Company and each Manager) to allow participation in such meeting by any Manager without his being physically present at the meeting.

Unless otherwise permitted by any Shareholders' Agreement, a majority of the Managers attending such meeting of the Board of Managers must be present at the meeting in person in Luxembourg.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers in Luxembourg."

Third resolution

The Shareholder resolves to amend article 13 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 13. Resolutions of the Board of Managers.** The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by all the Managers present and the proxy holders of the represented Managers. Any proxies will remain attached thereto. A copy of all signed minutes and resolutions shall be sent promptly to all Managers following the relevant meeting to which they relate.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by any two (2) Managers acting jointly."

Fourth resolution

The Shareholder resolves to amend article 22 of the Articles, so that it will now read as follows:

" **Art. 22. Proceedings.** Any general meeting of shareholders shall be presided over by a person designated by the Board of Managers (the "President"), or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The President of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The President, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting."

Costs and expenses:

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de juin,
par devant le soussigné, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Argon Equity S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant un capital social d'un montant de quinze mille huit cent quatre-vingt euros (15.880,- EUR), ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.924,

ici représentée par Maître Mélody Brunot, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 9 juin 2015.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'"Associé") de Argon New S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant un capital social d'un montant de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-), ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.925 (la "Société"), constituée en vertu d'un acte rédigé par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 28 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") numéro 1080 en date du 22 mai 2010 (page 51804) et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte rédigé par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 6 novembre 2012, publié au Mémorial numéro 2979 en date du 7 décembre 2012 (page 142953).

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informés des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

1 Modification de l'article 9, de l'article 12, de l'article 13 et de l'article 22 des statuts de la Société.

2 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de modifier l'article 9 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 9. Gérants.** La société est gérée et administrée par trois (3) gérants qui n'ont besoin d'être des associés eux-mêmes (les «Gérants») qui forment un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants sont nommés sur proposition conformément à tout Pacte d'Actionnaires. Les associés déterminent la durée du mandat des Gérants. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés prise conformément à tout Pacte d'Actionnaires.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société."

Deuxième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 12 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance et Conflits d'Intérêts.** Le Conseil de Gérance peut nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Des observateurs peuvent être nommés pour les réunions du Conseil de Gérance conformément à tout Pacte d'Actionnaires.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation de tout Gérant.

Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues au moins deux fois par an, à moins qu'il ne soit convenu autrement conformément à tout Pacte d'Actionnaires.

Sauf avec l'accord préalable de tous les membres du Conseil de Gérance qui ont le droit d'y assister et sauf disposition contraire du présent Article 12, une convocation écrite (le cas échéant par courrier électronique, y compris email ou fax) devra être transmise au moins dix (10) jours ouvrables (ce qui comprend, dans ces Statuts, les jours autres qu'un samedi, dimanche ou jour férié au Luxembourg, en Angleterre et au Pays de Galles), sachant qu'un préavis plus court est possible (auquel cas un préavis écrit de la réunion en question est donné par voie de courrier électronique, y compris par e-mail ou fax, ou par tout autre moyen de communication, sous réserve que cet autre moyen de communication ait été approuvé par le(s) Gérant(s) concerné(s) si selon la majorité des membres du Conseil de Gérance, les intérêts de la Société et, le cas

échéant, de ses filiales seraient susceptibles d'être affectés dans une mesure importante si les affaires à traiter lors de cette réunion ne sont pas traitées comme des questions d'urgence, auquel cas la réunion sera convoquée dans un tel délai de préavis que cette majorité des membres du Conseil de Gérance, après avoir dûment examiné les circonstances pertinentes, considère raisonnable, sous réserve que la convocation ait été remise avant l'heure prévue pour la réunion. Toute convocation à une réunion du Conseil de Gérance indiquera la date et le lieu de la réunion (et, dans le cas d'une réunion convoquée moins de dix (10) jours ouvrables à l'avance, des détails quant à l'urgence de l'affaire), et un ordre du jour complet et écrit précisant toutes les résolutions proposées et toutes les affaires à traiter lors de cette réunion, ensemble avec tous les documents qui seront fournis ou présentés lors de ladite réunion, sera communiqué aux Gérants endéans les délais et en utilisant les moyens de communication plus amplement spécifiés dans tout Pacte d'Actionnaires. Sauf disposition contraire dans tout Pacte d'Actionnaires, aucune résolution ne sera soumise au vote et aucune transaction ne sera approuvée lors d'une telle réunion, si non spécifiées dans cet ordre du jour écrit. Il pourra être renoncé à cette convocation et à cet ordre du jour écrit par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Une convocation à une réunion d'un Conseil de Gérance et un ordre du jour écrit devront être remis à tous les Gérants et une convocation à une réunion d'un comité du Conseil de Gérance et un ordre du jour écrit devront être remis à tous les Gérants membres de ce comité.

Les réunions du Conseil de Gérance ou de tout comité du Conseil de Gérance peuvent être convoquées par tout Gérant sous deux (2) jours ouvrables (ce qui comprend, dans ces Statuts, les jours autres qu'un samedi, dimanche ou jour férié au Luxembourg, en Angleterre et au Pays de Galles), si ledit Gérant considère qu'une réunion est raisonnablement nécessaire à bref délai relativement (i) au contrat de cession et d'acquisition en date du 25 avril 2012 concernant la cession et l'acquisition (a) du capital social d'APH4, HQco et Actavis, Inc., et (b) de la Dette Intragroupe (tel que ces termes sont définis dans ce contrat), ou (ii) à la liquidation de la Société. Avec le consentement de tous les Gérants, les réunions du Conseil de Gérance ou de ses comités peuvent également être convoquées endéans un délai plus court, convenu par tous les Gérants.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit ou sous forme électronique (y compris par courrier électronique ou télécopie), transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le mandataire d'un Gérant est habilité d'assister et de voter, et de renoncer aux formalités de convocation, à la réunion à laquelle se rapporte sa nomination et à laquelle son mandant n'assiste pas personnellement, et généralement de faire tout ce que son mandant est autorisé ou habilité à faire lors d'une telle réunion. Un Gérant ainsi désigné comme mandataire d'un autre Gérant est habilité, lors de la réunion à laquelle se rapporte sa désignation, à:

- (a) un vote séparé au nom de son mandant en plus de son propre vote; et
- (b) à être considéré comme partie du quorum du Conseil de Gérance pour son propre compte et pour le compte du Gérant dont il est le mandataire.

Un Gérant sera considéré comme présent à une réunion si son mandataire est présent à une telle réunion.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer que si au moins la majorité des Gérants est présente ou représentée (excepté par rapport à une affaire dans laquelle un ou plusieurs Gérants ont un Intérêt Personnel Opposé, auquel cas une majorité de Gérants qui n'ont pas un Intérêt Personnel Opposé, tel que défini ci-dessous, dans une telle affaire, doivent être présents ou représentés). Si ces exigences ne sont pas remplies lors d'une réunion, la réunion sera ajournée à un date au plus tôt cinq (5) jours ouvrables après cette réunion et à condition qu'un préavis de cinq (5) jours ouvrables de la réunion ajournée ait été donné à tous les Gérants, le quorum lors d'une telle réunion sera la majorité des Gérants nommés (excepté par rapport à une affaire dans laquelle un ou plusieurs Gérants ont un Intérêt Personnel Opposé, auquel cas une majorité de Gérants qui n'ont pas un Intérêt Personnel Opposé, tel que défini ci-dessous, dans une telle affaire, doivent être présents ou représentés).

Si un des Gérants de la Société a un intérêt dans une affaire à discuter ou dans une résolution proposée lors d'une réunion du Conseil de Gérance, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants. Aux fins de cet article 12, un «intérêt» d'un Gérant comprend les intérêts d'un tel Gérant:

- (a) exerçant une fonction de Gérant ou de directeur d'une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié d'une telle personne ou d'une personne liée tels que ces notions sont définies dans tout Pacte d'Actionnaires, lesquelles définitions s'appliqueront aux Statuts);
- (b) exerçant toute fonction ou emploi avec une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié de cette personne ou d'une personne liée);
- (c) étant directement ou indirectement intéressé dans toutes Valeurs Mobilières (ou tout droit d'acquérir des Valeurs Mobilières, tel que ce terme est défini dans tout Pacte d'Actionnaires) portant sur une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié d'une telle personne ou d'une personne liée).

En ce qui concerne les affaires ou résolutions dans lesquelles un Gérant a un intérêt personnel opposé à celui de la Société (un «Intérêt Personnel Opposé»), ce Gérant n'a pas le droit de participer à cette affaire ou résolution, ou de voter sur telle affaire ou résolution; il n'est pas pris en compte pour le quorum de la réunion du Conseil de Gérance pendant que cette affaire ou résolution est discutée. Dans tous les autres cas où il n'y a pas de violation de l'obligation du Gérant de divulguer tout intérêt, le Gérant peut participer au débat et/ou voter lors de toute réunion du Conseil de Gérance sur toute

affaire ou résolution portant sur une question en relation avec une affaire pour laquelle il a directement ou indirectement un intérêt, et s'il vote, son vote est compté.

Pour éviter tout doute, tout intérêt d'un Gérant né simplement par le fait d'être proposé pour nomination comme Gérant, ou occupant un poste ou tout emploi ou toute relation contractuelle avec une autre personne impliquée dans l'affaire (ou l'Affilié ou personne connectée de cette personne), peu importe si les intérêts de cette autre personne sont en conflit avec ceux du Groupe, tel que défini dans un Pacte d'Actionnaires, ne doit pas être considéré comme un Intérêt Personnel Opposé.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et tout autre société ou entreprise ou entité ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise ou entité. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise ou entité, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de participer aux débats, délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions et ne devra pas être considérée comme ayant un Intérêt Personnel Opposé en raison de cette affiliation.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés lors de ces réunions qui atteignent le quorum et qui sont valablement en droit de voter, à condition que, si et dans la mesure où la Société a contractuellement convenu de soumettre cette affaire par tout Pacte d'Actionnaires au consentement d'un tiers ou d'un associé avant de procéder avec ou de consentir à une telle affaire, aucune de ces affaires qui a ainsi été approuvée ou résolue par les Gérants ne sera en effet consentie ou exécutée par la Société jusqu'à ce que l'accord requis a été donné sous une forme appropriée, et toute approbation ou décision des Gérants doit expressément être soumise à l'obtention du consentement requis sous une forme appropriée. Les Gérants présents peuvent nommer n'importe qui d'entre eux pour agir comme président pour cette réunion, mais ce président n'aura pas de vote prépondérant.

Un ou plusieurs Gérants peuvent, à condition que cela soit conforme à tout Pacte d'Actionnaires, prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire initiés du Luxembourg, permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Si demandé par un des Gérants à l'avance d'une réunion, la Société doit fournir aux Gérants un numéro de téléphone (ou des détails pour d'autres moyens de communication mutuellement acceptables pour la Société et chacun des Gérants) pour permettre à tout Gérant de participer à une telle réunion sans être présent physiquement.

A moins que cela soit permis autrement par tout Pacte d'Actionnaires, une majorité des Gérants assistant à une telle réunion du Conseil de Gérance doit être présent à la réunion en personne à Luxembourg.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants au Luxembourg."

Troisième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 13 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions du Conseil de Gérance doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par tous les Gérants présents et les mandataires des Gérants représentés. Les procurations y resteront annexées. Une copie de tous les procès-verbaux signés et des résolutions sera envoyée aux Gérants immédiatement après la réunion à laquelle elle se rapporte.

Les copies ou extraits des résolutions écrites ou des procès-verbaux destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par deux (2) Gérants agissant conjointement."

Quatrième résolution

L'Associé décide de modifier l'article 22 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit:

" **Art. 22. Procédure.** Toute assemblée générale des associés est présidée par une personne désignée par le Conseil de Gérance (le "Président"), ou, faute d'une telle désignation, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale."

Estimation des frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Brunot, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 24 juin 2015. GAC/2015/5252. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 14 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116481/347.

(150125408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Wilcox S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 75.000,00.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 134.968.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of July,

Before the undersigned, Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

1. METRO Group Retail Real Estate GmbH, a limited liability company incorporated under the laws of the Federal Republic of Germany, having its registered office at Albertussee 1, 40549 Düsseldorf, registered with the commercial register of the local court of Düsseldorf under HRB 61413;

here represented by Mrs Monique Drauth, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

2. Wisteria Investment Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186524 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-);

here represented by Mrs Monique Drauth, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

referred to hereafter as the "Shareholders".

Such proxies given under private seal, initialed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, are the Shareholders of Wilcox S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134968, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated 12 December 2007, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* (the "Mémorial"), on 31 January 2008, number 255, page 12196. The Articles have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, dated 13 May 2014, published in the *Mémorial* on 24 July 2014, number 1942, page 93212.

The meeting has been convened with the following agenda:

Agenda

a) Amendment of the corporate object of the Company and consequent amendment and restatement of article 2 of the articles of association of the Company, as set forth in article 3 of the amended and restated articles of association referred to in item (b) hereof; and

b) Restatement and renumbering of the articles of association of the Company in such form as attached hereto as Schedule 1.

The Shareholders representing the whole share capital of the Company confirm to be fully informed of the resolutions to be taken and require the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to amend the corporate object of the Company and to consequently amend and restate article 2 of the Articles so as to read as follows:

2. "Objects. The objects of the Company are:

2.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

2.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

2.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

2.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

2.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

2.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 2.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

2.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it, in particular but without limitation, the Company may purchase direct interest in European properties, participate in equal or similar companies and to act as a platform for the pooling of various European property investments;

2.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

2.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 2 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

2.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law."

Second resolution

The Shareholders resolve to restate and renumber the Articles so that they shall now read as follows:

1. "Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Wilcox S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

- (a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or
- (b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles including Article 13.4 and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or surety ship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it, in particular but without limitation, the Company may purchase direct interest in European properties, participate in equal or similar companies and to act as a platform for the pooling of various European property investments;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is seventy-five thousand Euro (EUR 75,000.-) divided into seventy-five thousand shares (75,000), with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the sole signature of any Manager in respect of matters not exceeding five thousand Euro (EUR 5,000.-) and by the joint signatures of any two Managers in respect of matters exceeding an amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-);

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of telephone conference, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal share capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Costs and expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand Euros (EUR 2,000.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'année deux mille quinze, le premier jour du mois de juillet,

Par-devant le soussigné, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU

1. METRO Group Retail Real Estate GmbH, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de la République fédérale d'Allemagne, ayant son siège social au Albertussee 1, 40549 Düsseldorf, immatriculée au registre de commerce du tribunal de Düsseldorf sous HRB 61413;

ici représentée par Mme Monique Drauth, salariée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

2. Wisteria Investment Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13, Schlappgaass, L-9365 Eppeldorf, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186524 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR);

ici représentée par Mme Monique Drauth, salariée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

désignées ci-après comme les "Associés".

Lesquelles procurations données sous seing privé, signées ne varietur par la mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, sont les Associés de Wilcox S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134968, constituée selon un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 décembre 2007, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), le 31 janvier 2008, numéro 255, page 12196. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon un acte de Maître Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 mai 2014, publié au Mémorial en date du 24 juillet 2014, numéro 1942, page 93212.

L'assemblée a été convenue avec l'agenda suivant:

Agenda

- a) Modification de l'objet social de la Société et modification et refonte en conséquence l'article 2 des statuts de la Société, tel qu'indiqué dans l'article 3 des statuts modifiée et refondue tel qu'indiqué dans point b) de cet agenda; et
- b) Refonte et renumérotation des statuts de la Société dans la forme ci-jointe en tant qu'annexe 1.

Les Associés représentant l'intégralité du capital social de la Société reconnaissent être entièrement informés des résolutions à prendre requière le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de modifier l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 des Statuts afin qu'il lise comme suit:

2. "Objets. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

2.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) toute ou partie des actions, parts, obligations (débentures), obligations convertibles en action (débenture stock), emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

2.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

2.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

2.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) le déterminera, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non encore libéré, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

2.5 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner, entreprendre une consolidation ou conclure un partenariat ou tout arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tous employés de la Société;

2.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, cautionnement ou nantissement pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 2.6 "garantie" comprend toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation,

d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement ou d'être responsable de, toute dette ou obligations financières de toute autre personne;

2.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif, en particulier mais sans limitation, la Société peut acheter un intérêt direct dans des propriétés européennes, participer des sociétés égales ou similaires et d'agir en tant que plateforme pour le regroupement d'investissements de propriété européenne variée;

2.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), y compris des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en hypothèque, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

2.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 2 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de cocontractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

2.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue."

Deuxième résolution

Les Associés décident de refondre et de renuméroter les Statuts qui devront désormais se lire comme suit:

1. "Forme social et nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Wilcox S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 La siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 En tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) Le Gérant Unique (tel que défini à l'Article 8.2) si la Société est gérée à ce moment-là par un Gérant Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 8.3) si la Société est gérée à ce moment-là par un Conseil de Gérance;

ou

2.2.2 En tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément à ces Statuts - y compris l'Article 13.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société ainsi qu'approprié.

2.4 La Société peut avoir des filiales, des succursales et toute autres offices à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) toute ou partie des actions, parts, obligations (débentures), obligations convertibles en action (débenture stock), emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) le déterminera, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non encore libéré, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner, entreprendre une consolidation ou conclure un partenariat ou tout arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tous employés de la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est, à cet instant, un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou hypothèque, cautionnement ou nantissement pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet article 3.6 "garantie" comprend toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement ou d'être responsable de, toute dette ou obligations financières de toute autre personne;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif, en particulier mais sans limitation, la Société peut acheter un intérêt direct dans des propriétés européennes, participer des sociétés égales ou similaires et d'agir en tant que plateforme pour le regroupement d'investissements de propriété européenne variée;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié), y compris des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en hypothèque, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, d'agent, de cocontractant, de trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à soixante-quinze mille euros (75.000,- EUR) représenté par soixante-quinze mille (75.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associés" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de la contribution et peut créditer les contributions à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant contribué au contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts sociales.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit la Société de celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession de parts sociales.

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société a un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plus d'un Associé:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles sauf pour raison de décès à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession à une assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles pour raison de décès à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant trois quarts des Parts Sociales détenues par les survivants ont accepté la cession ou que les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915 s'appliquent;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est soumise aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Gérance.

8.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants ("Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

8.2 Si la Société a à un moment seulement un Gérant, il sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

8.3 Si la Société est administrée de temps en temps par plus qu'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment avec ou sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise à aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, quand la Société a seulement un Gérant, et à tout autre moment le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve de ceux réservées par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts et qui seront décidées par les Associés.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement liée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

10.1 si la Société a un Gérant Unique, la seule signature du Gérant Unique;

10.2 si la Société a plus d'un Gérant, la seule signature de tout Gérant concernant les affaires n'excédant pas cinq mille Euro (5.000,- EUR) et par les signatures conjointes de deux Gérants concernant les affaires excédant un montant de cinq mille Euro (5.000,- EUR);

10.3 la seule signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué conformément à l'Article 11.

11. Mandataires des gérants. Le Gérant Unique ou, si la Société a plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance peuvent déléguer n'importe lesquels de leurs pouvoirs pour remplir des tâches spécifiques, à un ou plusieurs mandataires ad hoc et devra déterminer les pouvoirs et responsabilités de tels mandataires et rémunération (si c'est le cas), la durée de leur période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de leur mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance ("Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance pourra nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un gérant) pour le représenter (un "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonction en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la totalité des Gérants sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence et de conférence téléphonique ou de tous autres équipements de communication à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputé être présent en personne à la

réunion et devra être compté dans le quorum et sera autorisé à voter. Sujet à la loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par tous les Gérants seront réputés pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement effectuées à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre de Gérants (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signée par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si une telle figure n'est pas atteinte lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront convoquer ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), sous réserve de dispositions contraires, doit être passée par une majorité des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8

13.8.1 Si à un moment la Société n'a pas plus de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale des Associés à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et donne son vote par écrit.

13.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf dans les cas requis par la Loi Luxembourgeoise, aucun quorum ne sera requis pour l'adoption des résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par email attaché) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 13.8.1 et des présentes dispositions 13.8.2, que les Associés aient voté ou non.

14. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

15. Distribution sur parts sociales.

15.1 Sur les bénéfices nets de la Société déterminés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social nominal de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance selon le cas peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés soient récupérables par le(s) Associé(s).

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Réunion des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Dans le cas où la Société n'aurait qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

17. Interprétation et loi luxembourgeoise.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence à:

(a) Un genre devra inclure chaque genre;

(b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;

(c) Une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(d) une disposition légale ou statuts inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censé être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 Les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Frais et dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés à deux mille Euros (EUR 2.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais et le français, constate que, à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte est établi à Luxembourg, à la date indiquée au début du document.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20542. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116073/629.

(150124289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

**Selenium (Montijo) Retail Holdvo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. CGM Lux 3 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 125.073.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of June.

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Selenium Retail Midco S.à r.l. (formerly known as CGM Lux 1 S.à r.l.), a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of thirty thousand and five hundred Euros (EUR 30,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 125.046 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Vianney de Bagneaux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 30 June 2015, which proxy shall be registered with together with the present deed,

The Sole Shareholder is the sole shareholder of CGM Lux 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, having a share capital of eighteen thousand Euros (EUR 18,000) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 125.073 (the "Company"), incorporated on 9 February 2007 pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 2 May 2007, number 751.

The articles of association of the Company (the “Articles”) have been amended for the last time on 1 October 2010 pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary then residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial on 24 November 2010, number 2552.

The appearing party, acting in the above mentioned capacity, declared and requested the notary to record as follows:

1. The Sole Shareholder holds all the one hundred eighty (180) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

2. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

(a) Change of the name of the Company into “Selenium (Montijo) Retail Holdco S.à r.l.”;

(b) Amendment and restatement the articles of association of the Company in their entirety so that they shall read as set forth in the second resolution below;

(c) Acceptance of the resignation of the managers of the Company and appointment of the new manager of the Company;

(d) Discharge for the resigning managers;

(e) Change of the registered office of the Company.

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company into “Selenium (Montijo) Retail Holdco S.à r.l.”

Second resolution

The Meeting unanimously decided to fully amend and re-state the Company’s articles of association so that they shall read as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Selenium (Montijo) Retail Holdco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at eighteen thousand Euros (EUR 18,000) represented by one hundred eighty (180) shares with a nominal value of hundred Euros (EUR 100) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to accept the resignation by Dr. Bernhard Weber and Mr. Detlef Koppenhagen from their office as managers of the Company with effect as from the date hereof and resolved to appoint with effect as from the date hereof as manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant discharge to Dr. Bernhard Weber and Mr Detlef Koppenhagen as managers of the Company until 30 June 2015 with respect to the performance of their duties until 30 June 2015.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolved to change the registered office of the Company and to fix it at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

There being no further business, the meeting is closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,800.-.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDFÜNFZEHN,
AM DREIßIGTEN TAG DES MONATS JUNI.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,
ist erschienen:

Selenium Retail Midco S.à r.l. (ehemals bekannt als CGM Lux 1 S.à r.l.), eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital dreißigtausendfünfhundert Euro (EUR 30.500) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 125.046 (der „Alleinige Gesellschafter“),

hier vertreten durch Maître Vianney de Bagneaux, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 30. Juni 2015, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingerichtet zu werden,

der Alleinige Gesellschafter ist der alleinige Gesellschafter der CGM Lux 3 S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg,

deren Gesellschaftskapital achtzehntausend Euro (EUR 18.000) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 125.073 (die «Gesellschaft»), gegründet am 9. Februar 2007 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht am 2. Mai 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 751.

Die Satzung der Gesellschaft (die „Satzung“) wurde zuletzt abgeändert am 1. Oktober 2010 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Edouard DELOSCH, Notar mit damaligem Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht am 24. November 2010 im Mémorial, Nummer 2552.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle einhundertachtzig (180) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, so dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

2. Die Punkte, über die ein Beschluss getroffen werden soll, sind die folgenden:

- a) Änderung des Namens der Gesellschaft in „Selenium (Montijo) Retail Holdco S.à r.l.“;
- b) Änderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft in ihrer Gesamtheit, sodass diese wie im zweiten Beschluss beschrieben lautet;
- c) Annahme des Rücktritts der Geschäftsführer und Ernennung des neuen Geschäftsführers;
- d) Entlassung für die zurücktretenden Geschäftsführer;
- e) Änderung des Gesellschaftssitzes.

Danach wurden folgende Beschlüsse vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen, den Namen der Gesellschaft in „Selenium (Montijo) Retail Holdco S.à r.l.“ abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung hat einstimmig beschlossen die komplette Satzung der Gesellschaft zu ändern und umzuformulieren, sodass diese wie folgt lautet:

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen “Selenium (Montijo) Retail Holdco S.à r.l.” (die “Gesellschaft”) wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf achtzehntausend Euro (EUR 18.000), eingeteilt in einhundertachtzig (180) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je hundert Euro (EUR 100).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per

ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft

eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelte Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen, den Rücktritt von Dr. Bernhard Weber sowie Herrn Detlef Kopenhagen vom Amt des Geschäftsführers des Unternehmens mit Wirkung ab heutigem Datum zu akzeptieren. Des Weiteren hat der Alleinige Gesellschafter mit Wirkung ab heutigem Datum beschlossen, BRE/Management 7 S.A., eine société anonyme luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304, vorbehaltlich der Satzung der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit, mit wie in der Satzung festgehaltenen Unterschriftsbefugnissen, als neuen Geschäftsführer zu ernennen.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen Dr. Bernhard Weber sowie Herrn Detlef Kopenhagen in ihrer Funktion als Geschäftsführer bis zum 30. Juni 2015, in Bezug auf die Wahrnehmung ihrer Aufgaben bis zum 30. Juni 2015 Entlastung zu gewähren.

Fünfter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen den Sitz der Gesellschaft zu ändern, und ihn auf 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg festzulegen.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund dieser Akte entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.800,-.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen und deutschen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. DE BAGNEAUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20622. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13. Juli 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015116712/490.

(150126072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

internetstores Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 167.959.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth of June,
Before Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange,

THERE APPEARED:

EQT Expansion Capital II Limited, a limited liability company organized under the laws of the Island of Guernsey, with registered office at Level 4 North, St Julian's Court, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA and registered with the Guernsey Registrar of Companies under number 45929,

represented by Eamonn McDonald, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall stay attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

1) That "EQT Expansion Capital II Limited", prenamed, is the sole participant of "internetstores Holding S.à r.l." a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") with registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Francis KESSELER, then notary residing in Esch-sur-Alzette on March 20, 2012, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 167.959, published in the Mémorial C number 1254 of 21 May 2012 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of Maître Francis KESSELER, then notary residing in Esch-sur-Alzette, on 14 June 2013, published in the Mémorial C number 2097 of 29 August 2013.

2) That the capital of the Company is fixed at one hundred and sixty thousand eight hundred Euro (EUR 160,800) divided into one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class A parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class B parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class C parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class D parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class E parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class F parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class G parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class H parts, one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class I parts, and one million six hundred and eight thousand (1,608,000) class J parts, each part with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

3) After this had been set forth, the above named participant representing the whole corporate capital, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take unanimously the following resolutions in conformity with the agenda of the meeting:

First resolution

The sole participant decides to increase the capital of the company by an amount of twenty thousand nine hundred and eighty-two Euro and twenty Cent (EUR 20,982.20) to raise it from its present amount of one hundred and sixty thousand eight hundred Euro (EUR 160,800) to one hundred and eighty-one thousand seven hundred and eighty-two Euro and twenty Cent (EUR 181,782.20) by the creation and the issue of two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class A parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class B parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class C parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class D parts two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class E parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class F parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class G parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class H parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class I parts and two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class J parts of a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, being two million ninety-eight thousand two hundred and twenty (2,098,220) new parts in total.

Subscription and paying up

The two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class A parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class B parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class C parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class D parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class E parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class F parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class G parts two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class H parts, two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class I parts and two hundred and nine thousand eight hundred and twenty-two (209,822) class J parts with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each together with a total issue premium of five million four hundred and seventy-nine thousand seventeen Euro and eighty Cent (EUR 5,479,017.80) have been subscribed and fully paid up by EQT Expansion Capital II Limited, prenamed, by a contribution in cash evidence of which was given to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole participant decides to amend the first paragraph of article 7 of the articles of association of the Company so as to be worded as follows:

“ **Art. 7.** The capital of the Company is fixed at one hundred and eighty-one thousand seven hundred and eighty-two Euro and twenty Cent (EUR 181,782.20) divided into:

- one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class A parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class B parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class C parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class D parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class E parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class F parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class G parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class H parts,
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class I parts, and
 - one million eight hundred and seventeen thousand eight hundred and twenty-two (1,817,822) class J parts,
- each part with a nominal value of one Cent (EUR 0.01).”

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing person signed together with the notary, the present original deed.

Follows the french version

L'an deux mille quinze, le dix-neuf juin

Pardevant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange.

A COMPARU:

EQT Expansion Capital II Limited, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de l'île de Guernesey, ayant son siège social au Level 4 North, St Julian's Court, St Julian's Avenue, St Peter Port, Guernesey, GY1 WA et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Guernesey, sous le numéro 45929,

représentée par Eamonn McDonald, juriste, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 17 juin 2015.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

A déclaré et prié le notaire d'acter:

1) Que «EQT Expansion Capital II Limited», préqualifiée, est le seul associé de "internetstores Holding S.à r.l", une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, alors notaire résidant à Esch-sur-Alzette le 20 mars 2012, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.959, publié au Mémorial C numéro 1254 du 21 mai 2012 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Francis KESSELER, alors notaire résidant à Esch-sur-Alzette, en date du 14 juin 2013, publié au Mémorial C numéro 2097 du 29 août 2013.

2) Que le capital social de la Société est fixé à cent soixante mille huit cents euros (160.800 EUR) divisé en un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie A, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie B, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie C, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie D, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie E, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie F, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie G, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie H, un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie I, et un million six cent huit mille (1.608.000) parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale d'un centime chacune (0,01 EUR).

3) Après ce qui a été exposé, l'associé nommé ci-dessus, représentant la totalité du capital social, a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre à l'unanimité les résolutions suivantes en conformité avec l'ordre du jour de la réunion:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de vingt mille neuf cent quatre-vingt-deux euros et vingt centimes (20.982,20 EUR) pour le porter de son montant actuel de cent soixante mille huit cents euros (160.800 EUR) à cent quatre-vingt-un mille sept cent quatre-vingt-deux euros et vingt centimes (181.782,20 EUR) par la création et l'émission de deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie A, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie B, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie C, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie D, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie E, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie F, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie G, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie H, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie I et deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie J d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, faisant un total de deux millions quatre-vingt-dix-huit mille deux cent vingt (2.098.220) nouvelles parts sociales.

Souscription et paiement

Les deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie A, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie B, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie C, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie D, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie E, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie F, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie G, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie H, deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie I et deux cent neuf mille huit cent vingt-deux (209.822) parts sociales de catégorie J d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune avec une prime d'émission totale de cinq millions quatre cent soixante-dix-neuf mille dix-sept euros quatre-vingts centimes (5.479.017,80 EUR) ont été souscrites et entièrement libérées par EQT Expansion Capital II Limited, prénommée, par un apport en numéraire dont la preuve a été donnée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 7 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le capital de la Société est fixé à cent quatre-vingt-un mille sept cent quatre-vingt-deux euros et vingt centimes (181.782,20 EUR) représenté par:

- un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie A,
- un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie B,
- un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie C,

- un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie D,
 - un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie E,
 - un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie F,
 - un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie G,
 - un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie H,
 - un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux e (1.817.822) parts sociales de catégorie I, et
 - un million huit cent dix-sept mille huit cent vingt-deux (1.817.822) parts sociales de catégorie J,
- chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR).»

Rien d'autre étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la personne comparante, connue du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire de la personne comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: McDonald, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 juin 2015. Relation: EAC/2015/14290. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015116447/165.

(150125523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Axalta Coating Systems Finance 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M.Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 192.339.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015116497/9.

(150124926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Anga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 177.802.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 25 novembre 2014

Le Conseil d'Administration décide de nommer, à compter de ce jour, en qualité de dépositaire pour les actions au porteur, la société MGI GROUPE FIDUCIAIRE Luxembourg S.à r.l., sise 681, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B124916.

Référence de publication: 2015116536/11.

(150126348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Alysse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 153.520.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CERTIFIE CONFORME

Michel Jadot / Freddy Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015116533/12.

(150126176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.
